



Compte rendu de la session de printemps 2015

Une infrastructure de recherche forte en Suisse et à l'étranger

La Suisse participe jusqu'en 2026 à la construction et l'exploitation de la plus grosse source de neutrons au monde. L'approbation du Conseil national et du Conseil des Etats est un signal fort pour la collaboration internationale dans le domaine des infrastructures de recherche. Mais l'entretien et le développement des infrastructures suisses sont tout aussi importants. Les hautes écoles et les institutions de recherche considèrent comme prioritaires les projets d'infrastructures de recherche nationales, dans la perspective du prochain message sur l'encouragement de la formation, de la recherche et de l'innovation durant les années 2017-2020.

Je vous souhaite une agréable lecture.

Petra Studer, petra.studer@netzwerk-future.ch

DÉCISIONS DU PARLEMENT

97,2 millions de francs pour la Source européenne de spallation

La Suisse continuera de participer à la Source européenne de spallation durant les années 2017-2026. Le Conseil national a approuvé par 124 voix contre 45 et 3 abstentions le crédit demandé ([14.068](#)), s'élevant à 97,2 millions de francs pour la décennie. La Chambre du peuple a ainsi suivi le Conseil des Etats, qui avait approuvé la proposition du Conseil fédéral durant la session d'hiver 2014.

Avec l'ESS, la ville suédoise de Lund abritera la plus grosse source de neutrons au monde. Cette infrastructure de recherche internationale permettra aux scientifiques établis en Suisse de mener des expériences qui ne sont pas réalisables dans notre pays. Les chercheuses et chercheurs pourront ainsi acquérir de nouvelles connaissances sur les matériaux et les structures biologiques, qui pourraient servir au développement de nouveaux instruments et médicaments.

Protocole du Conseil national du 9 mars 2015

Relève scientifique: le Conseil national exige une commission d'experts

Le Conseil national a approuvé de justesse, par 82 voix contre 78 et 3 abstentions, une motion ([15.3000](#)) de sa Commission de la science, de l'éducation et de la culture (CSEC-N). L'intervention exige que le Conseil fédéral mette sur pied une commission extraparlamentaire pour la transformation des structures de carrière scientifiques dans les hautes écoles suisses. Le groupe d'experts devrait élaborer un programme pour l'introduction d'un modèle de carrière à plusieurs niveaux, en définissant notamment les normes minimales du postdoctorat, des postes temporaires de professeurs assistants, des associés et des professeurs ordinaires. Le programme d'encouragement de la relève scientifique devrait inciter les hautes écoles à introduire ces catégories tout en préservant leur autonomie.

Le Conseil fédéral partage l'objectif de l'intervention. Il en a toutefois proposé le rejet, le 25 février 2015, en faisant référence aux travaux en cours. Le Conseil des Etats se prononcera certainement durant la session d'été 2015.

Protocole du Conseil national du 9 mars 2015

Les parlementaires ont en outre...

 ... unanimement décidé, au Conseil national, de continuer à soutenir le Centre pour la politique de sécurité de l'EPF de Zurich ([14.078](#)). Le crédit-cadre demandé s'élève à 15,4 millions de francs pour les années 2016-2019. En raison des mesures de consolidation et d'abandon des tâches, la contribution annuelle sera réduite de deux millions de francs par rapport aux années précédentes.

- ... éliminé les divergences concernant la loi sur les professions médicales ([13.060](#)), au Conseil national et au Conseil des Etats. L'employeur devra dorénavant s'assurer que les médecins étrangers ont les compétences linguistiques nécessaires. Celles-ci ne seront toutefois pas inscrites au registre des métiers. Les personnes actives dans la recherche médicale et sans contact direct avec les patients, elles, peuvent communiquer en anglais.

OBJETS AUXQUELS LE CONSEIL FÉDÉRAL A RÉPONDU

Renforcer le système dual de formation en améliorant l'indemnisation des experts aux examens

- Interpellation (14.4063) du conseiller national Daniel Stolz (PLR).
Déposée le 4 décembre 2014.
Le Conseil fédéral a répondu le 11 février 2015.
-

Ne pas réduire à néant les fruits de la formation musicale et permettre aux personnes formées en Suisse de rester dans notre pays

- Interpellation (14.4064) du conseiller national Daniel Stolz (PLR).
Déposée le 4 décembre 2014.
Le Conseil fédéral a répondu le 25 février 2015.
-

Essais de cultures en plein champ avec des pommes de terre cisgéniques

- Interpellation (14.4074) de la conseillère nationale Martina Munz (PS).
Déposée le 4 décembre 2014.
Le Conseil fédéral a répondu le 18 février 2015.
-

Libre circulation des personnes. Le chemin pour sortir de l'impasse passe par la Croatie

- Motion (14.4078) du conseiller national Balthasar Glättli (Les Verts).
Déposée le 8 décembre 2014.
Le Conseil fédéral a proposé son rejet le 18 février 2015.
-

Évaluation des accords bilatéraux conclus avec l'UE

- Postulat (14.4080) du conseiller national Louis Schelbert (Les Verts).
Déposé le 8 décembre 2014.
Le Conseil fédéral a proposé son acceptation le 28 janvier 2015.
-

Mise en oeuvre de la réforme de Bologne dans les études de médecine. Améliorer la coordination entre les facultés et la reconnaissance des crédits ECTS

- Postulat (14.4089) de la conseillère nationale Christine Bulliard-Marbach (PDC).
Déposé le 8 décembre 2014.
Le Conseil fédéral a proposé son rejet le 11 février 2015.
-

Renouvellement de la Commission pour la technologie et l'innovation

- Interpellation (14.4116) du conseiller national Matthias Aebischer (PS).
Déposée le 10 décembre 2014.
Le Conseil fédéral a répondu le 25 février 2015.
-

Etablir un cadre pour les innovations numériques dans le secteur financier

- Interpellation (14.4119) de la conseillère nationale Elisabeth Schneider-Schneiter (PDC).
Déposée le 10 décembre 2014.
Le Conseil fédéral a répondu le 25 février 2015.
-

Allocations de formation professionnelle. Mettre un terme à la bureaucratie

- Motion (14.4134) du conseiller national Bruno Pezzatti (PLR).
Déposée le 10 décembre 2014.
Le Conseil fédéral a proposé son rejet le 11 février 2015.
-

L'EPFZ vend des immeubles

- Question (14.1102) de la conseillère nationale Jacqueline Badran (PS).
Déposée le 10 décembre 2014.
Le Conseil fédéral a répondu le 11 février 2015.
-

Permis de travail pour les étudiants étrangers de hautes écoles privées

- Interpellation (14.4188) du conseiller national Gerhard Pfister (PDC).
Déposée le 11 décembre 2014.
Le Conseil fédéral a répondu le 25 février 2015.
-

Augmentation du nombre de spécialistes dans le domaine de la formation et le domaine social

- Interpellation (14.4198) du conseiller national Albert Vitali (PLR).
Déposée le 11 décembre 2014.
Le Conseil fédéral a répondu le 18 février 2015.
-

Directions des EPF et mandats accessoires

- Question (14.1110) du conseiller national Mathias Reynard (PS).
Déposée le 11 décembre 2014.
Le Conseil fédéral a répondu le 11 février 2015.
-

L'Empa critique sévèrement les études réalisées sur la nanotoxicologie. Le Conseil fédéral prendra-t-il des mesures?

- Interpellation (14.4225) de la conseillère nationale Maya Graf (Les Verts).
Déposée le 12 décembre 2014.
Le Conseil fédéral a répondu le 18 février 2015.
-

Adjudication concurrentielle de mandats en matière de recherche, de conseil et de formation en agriculture

- Interpellation (14.4226) du conseiller national Roland Fischer (PVL).
Déposée le 12 décembre 2014.
Le Conseil fédéral a répondu le 11 février 2015.
-

Extension à la Croatie de l'accord sur la libre circulation des personnes. Approbation rapide du protocole afin de garantir le maintien des réseaux dont bénéficient les chercheurs suisses

- Motion (14.4235) de la conseillère nationale Jacqueline Fehr (PS).
Déposée le 12 décembre 2014.
Le Conseil fédéral a proposé son rejet le 18 février 2015.

NOUVEAUX OBJETS DÉPOSÉS

Rattacher les facultés de médecine à la Confédération?

- Interpellation (15.3015) du conseiller aux Etats Markus Stadler (PVL).
Déposée le 2 mars 2015.
-

Plan de mesures pour combattre la pénurie de personnel qualifié

- Interpellation (15.3037) de la conseillère nationale Martina Munz (PS).
Déposée le 4 mars 2015.
-

Réforme de la maturité. En quoi l'introduction du système de disciplines à option a-t-elle influencé la réussite des études ainsi que les coûts?

- Interpellation (15.3041) de la conseillère nationale Kathy Riklin (PDC).
Déposée le 4 mars 2015.
-

Fonds national suisse et respect des langues nationales

- Interpellation (15.3052) du conseiller national Mathias Reynard (PS).
Déposée le 4 mars 2015.
-

Fonds National Suisse et respect des langues nationales

- Interpellation (15.3053) du conseiller aux Etats Didier Berberat (PS).
Déposée le 4 mars 2015.
-

Pénurie de main d'oeuvre qualifiée. Que fait-on pour les femmes et pour les familles?

- Interpellation (15.3065) de la conseillère nationale Yvonne Feri (PS).
Déposée le 5 mars 2015.
-

Halte à la main d'œuvre scientifique corvéable

- Interpellation (15.3069) de la conseillère nationale Isabelle Chevalley (PVL).
Déposée le 5 mars 2015.
-

Rapport sur le potentiel de l'industrie du jeu électronique pour la culture, la science et l'économie

- Postulat (15.3114) de la conseillère nationale Jacqueline Fehr (PS).
Déposé le 12 mars 2015.
-

État du plan directeur concernant la recherche et la technologie biomédicales

- Interpellation (15.3129) de la conseillère nationale Elisabeth Schneider-Schneiter (PDC).
Déposée le 16 mars 2015.
-

Encouragement de l'innovation dans les PME. Permettre des provisions pour la recherche et le développement

- Motion (15.3138) de la conseillère nationale Jacqueline Badran (PS).
Déposée le 16 mars 2015.
-

Conséquences de la résiliation de la libre circulation des personnes

- Postulat (15.3140) de la conseillère nationale Barbara Schmid-Federer (PDC).
Déposé le 17 mars 2015.
-

Droit d'opposition au classement des diplômes de la formation professionnelle selon le cadre national de qualification

- Motion (15.3157) du conseiller national Matthias Aebischer (PS).
Déposée le 18 mars 2015.
-

Franc fort. Augmentation des crédits CTI

- Motion (15.3180) du conseiller national Louis Schelbert (PVL).
Déposée le 18 mars 2015.
-

Problèmes de responsabilité liés aux transferts de compétences entre les métiers de la santé

- Interpellation (15.3198) du conseiller national Ignazio Cassis (PLR).
Déposée le 19 mars 2015.
-

Renforcer l'encouragement de l'innovation durant la crise du franc

➤ Motion (15.3234) du conseiller national Hans Grunder (PBD).

Déposée le 19 mars 2015.

Programme national de recherche sur le rôle de la Suisse dans le déroulement de flux financiers déloyaux et illégitimes

➤ Motion (15.3266) du conseiller national Cédric Wermuth (PS).

Déposée le 19 mars 2015.

Erasmus+ et Horizon 2020. La Suisse en tant qu'état tiers

➤ Interpellation (15.3212) du conseiller aux Etats Felix Gutzwiller (PLR).

Déposée le 19 mars 2015.

Reproduction des articles autorisée avec l'indication de la source.

CONTACT

Réseau FUTURE

Münstergasse 64/66, 3011 Berne

Tel. 031 351 88 46, Fax 031 351 88 47

info@netzwerk-future.ch

www.reseau-future.ch

Le Réseau FUTURE réunit des partenaires académiques, scientifiques et politiques pour accroître le soutien au domaine Formation, Recherche et Innovation (FRI) ainsi que pour stimuler le dialogue entre politique et science.

24 mars 2015
